

TABLE DES MATIÈRES

Sommaire	7
Remarque préalable	9
Remerciements	11
Préface	13
Avant-propos	15
Introduction	19
I. Les relations entre les droits nationaux et le droit conventionnel.....	20
II. Les garanties de l'article 6 de la Convention.....	22

Première partie Le contenu général de la garantie

Première partie – Le contenu général des droits garantis par l'article 6 de la Convention	35
TITRE I – LES EXIGENCES CONCERNANT LE TRIBUNAL.....	37
CHAPITRE I – LE DROIT D'ACCÈS À UN TRIBUNAL.....	39
SECTION I – L'ACCÈS AU TRIBUNAL DANS LES AFFAIRES CIVILES.....	40
I. Observations générales.....	40
A. Observations générales – Pologne.....	41
B. Observations générales – France.....	42
II. Le droit d'accès au tribunal effectif et réel.....	44
A. Le droit d'accès au tribunal effectif et réel en Pologne.....	44
B. Le droit d'accès au tribunal effectif et réel en France.....	46
III. Les restrictions du droit d'accès au tribunal.....	47
A. Les restrictions du droit d'accès au tribunal en Pologne.....	48
B. Les restrictions du droit d'accès au tribunal en France.....	51
SECTION II – L'ACCÈS AU TRIBUNAL DANS LES AFFAIRES PÉNALES.....	54
A. La présence de l'accusé à l'audience.....	55
1. La présence de l'accusé à l'audience - France.....	55
2. La présence de l'accusé à l'audience – Pologne.....	56
B. L'attribution de l'aide juridictionnelle.....	57
1. L'attribution de l'aide juridictionnelle – Pologne.....	57
2. L'attribution de l'aide juridictionnelle – France.....	59
C. La notification tardive des décisions entraînant l'impossibilité de former un recours en France et en Pologne.....	61
D. Les formalités à accomplir dans le cadre d'une procédure en France et en Pologne.....	61
E. Le problème des contentieux fiscaux en France et en Pologne.....	62
Conclusion de Chapitre I	63

CHAPITRE II – LE DROIT À UN TRIBUNAL ADÉQUAT.....	69
SECTION I – LE DROIT À UN TRIBUNAL INDÉPENDANT ET IMPARTIAL	69
A. L’indépendance et l’impartialité des juridictions en France	72
B. L’indépendance et l’impartialité des juridictions en Pologne	73
SECTION II – LE DROIT À UN TRIBUNAL ÉTABLI PAR LA LOI ET APTE À DÉCIDER.....	74
Conclusion de Chapitre II	81
Conclusion du titre I	87
TITRE II – LES EXIGENCES CONCERNANT LE PROCÈS	89
CHAPITRE I – LES DROITS PROPRES AU JUSTICIABLE	91
SECTION I – LE PRINCIPE D’ÉGALITÉ DES ARMES	91
I. En matière pénale	91
A. Le principe de l’égalité des armes – Pologne	92
B. Le principe de l’égalité des armes – France	93
II. En matière civile	109
A. Le principe d’égalité des armes – France	110
B. Le principe d’égalité des armes – Pologne	114
SECTION II – LE PRINCIPE DU CONTRADICTOIRE EN POLOGNE ET EN FRANCE	115
Conclusion du Chapitre I	118
CHAPITRE II – LES DROITS RELATIFS À LA QUALITÉ DE L’INSTANCE JURIDICTIONNELLE... ..	127
SECTION I – L’EXIGENCE DE PUBLICITÉ.....	130
I. Le droit à la publicité de la procédure	130
A. Le droit à la publicité des audiences en Pologne et en France	130
B. Le droit à la publicité du jugement en Pologne et en France	134
II. Les limites jurisprudentielles au principe de publicité des audiences	136
A. La modulation d’exigence de publicité de l’audience en Pologne et en France	136
B. La renonciation à l’exigence de publicité en Pologne et en France	137
SECTION II – L’EXIGENCE DE CÉLÉRITÉ.....	138
I. Le respect d’un délai raisonnable	138
A. Le point de départ et le terme du délai à examiner	139
B. Les éléments d’appréciation du délai raisonnable	147
II. L’instauration d’un recours interne effectif de sanction du délai raisonnable	163
A. L’obligation d’instaurer un recours devant une instance nationale et la liberté de viser la prévention et/ou la réparation du délai déraisonnable	163
1. La plainte pour la durée excessive de la procédure – France	166
2. La plainte pour la durée excessive de la procédure – Pologne	168
B. L’obligation d’épuiser les voies de recours interne qui doit être effectif – à la fois accessible, adéquat et efficace	172
1. L’épuisement des voies de recours internes – France	174
2. L’épuisement des voies de recours internes – Pologne.....	176
Conclusion du Chapitre II	178
Conclusion du Titre II	197
Conclusion de la première partie	207

Seconde partie
Le contenu spécifique des droits garantis par l'article 6
de la Convention en matière pénale

Seconde partie – Le contenu spécifique des droits garantis par l'article 6 de la Convention en matière pénale.....	217
TITRE I – LA PRÉSUMPTION D'INNOCENCE	219
CHAPITRE I – « TOUTE PERSONNE ACCUSÉE D'UNE INFRACTION EST PRÉSUMÉE INNOCENTE ».....	221
SECTION I – LES PERSONNES CONCERNÉES PAR LA PRÉSUMPTION	221
I. Observations générales	221
A. Observations générales – France.....	222
B. Observations générales – Pologne.....	223
II. Destinataires de la présomption	223
A. Destinataires de la présomption – Pologne.....	224
B. Destinataires de la présomption – France	226
III. L'étendue personnelle et temporaire de la présomption d'innocence	227
A. L'étendue personnelle et temporaire de la présomption – France...	229
B. L'étendue personnelle et temporaire de la présomption d'innocence – Pologne.....	231
SECTION II – LE CONTENU DE LA PRÉSUMPTION	233
I. L'étendue matérielle de la présomption d'innocence	233
II. Interdiction de présomption de culpabilité	237
A. Interdiction de présomption de culpabilité – Pologne	237
B. Interdiction de présomption de culpabilité – France.....	238
Conclusion du Chapitre I	244
 CHAPITRE II – « [...] JUSQU'À CE QUE SA CULPABILITÉ AIT ÉTÉ LÉGALEMENT ÉTABLIE ».....	 247
SECTION I – ÉTABLISSEMENT DE CULPABILITÉ DE L'ACCUSÉ	247
I. Renversement de la présomption d'innocence conformément à la loi....	247
A. Renversement de la présomption conformément à la loi – France	247
B. Renversement de la présomption conformément à la loi – Pologne..	248
II. Charge de la preuve	249
A. Charge de la preuve – France	250
B. Charge de la preuve – Pologne	250
SECTION II – PRINCIPES PROTÉGEANT L'ACCUSÉ	251
I. Principe <i>in dubio pro reo</i>	251
II. Principe <i>nemo se ipsum accusare tenetur</i>	251
Conclusion du Chapitre II.....	255
Conclusion du Titre I	259
 Titre II – Les prérogatives de la défense pénale.....	 263
CHAPITRE I – LE DROIT DE PARTICIPER À SON PROCÈS ET DE SE DÉFENDRE DE MANIÈRE ADÉQUATE ET DE SE TAIRE	265
SECTION I – LE DROIT D'ÊTRE INFORMÉ DE LA NATURE ET DE LA CAUSE DE L'ACCUSATION ...	266
I. Le droit d'être informé de la nature et de la cause de l'accusation en Pologne	266
II. Le droit d'être informé de la nature et de la cause de l'accusation en France	267

SECTION II – LE DROIT DE SE DÉFENDRE	270
I. Le droit au temps et aux facilités pour préparer la défense	270
II. Le droit de se défendre soi-même et de se faire assister par un défenseur	276
A. Le droit de se défendre soi-même	277
1. Le droit de se défendre soi-même en Pologne	279
2. Le droit de se défendre soi-même en France	280
B. Le droit de se faire assister par un défenseur	283
1. Le droit de se faire assister par un défenseur en Pologne	283
2. Le droit de se faire assister par un défenseur en France	284
C. Le droit de se faire assister gratuitement par un avocat commis d’office	287
1. Le droit de se faire assister gratuitement par un avocat commis d’office en Pologne	288
2. Le droit de se faire assister gratuitement par un avocat commis d’office en France	290
Conclusion du Chapitre I	291
CHAPITRE II – LE DROIT D’INTERROGER LES TÉMOINS ET D’ÊTRE ASSISTÉ D’UN INTERPRÈTE... 301	
SECTION I – LE DROIT D’INTERROGER LES TÉMOINS ET LES EXPERTS	301
I. Le droit d’interroger les témoins et les experts en Pologne	308
A. Le droit d’interroger les témoins en Pologne	308
B. Le droit d’interroger les experts en Pologne	310
II. Le droit d’interroger les témoins et les experts en France	313
A. Le droit d’interroger les témoins en France	313
B. Le droit d’interroger les experts en France	315
SECTION II – LE DROIT DE SE FAIRE ASSISTER GRATUITEMENT D’UN INTERPRÈTE... 319	
I. Droit de se faire assister gratuitement d’un interprète en Pologne.....	322
II. Droit de se faire assister gratuitement d’un interprète en France	326
Conclusion du Chapitre II	329
Conclusion du Titre II	339
Conclusion de la seconde partie	345
Conclusion générale	349
I. Les problèmes des systèmes polonais et français dans l’application de l’article 6 de la Convention européenne des droits de l’homme	349
II. Les évolutions possibles des relations de la Cour européenne des droits de l’homme avec la France et la Pologne	360
Annexe – Tableau récapitulatif des principaux arrêts de la Cour européenne des droits de l’homme contre la Pologne et la France en matière d’application de l’article 6 (2001-2010)	373
Index des matières	461
Bibliographie	463
Table des matières	473